

EN BREF



LEADERSHIP ET PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES

Photo © Photo ONU/Martine Perret.

Quel est le problème ?

Tant à l'échelle locale qu'internationale, le leadership et la participation des femmes à la vie politique sont limités. Les femmes sont sous-représentées en tant qu'électrices ainsi qu'aux postes de direction, qu'il s'agisse de fonctions d'élus ou de postes dans la fonction publique, le secteur privé ou encore le secteur universitaire. Ceci survient en dépit de leur droit à participer sur un pied d'égalité à la gouvernance démocratique et du fait que leurs capacités en qualité de dirigeants et d'agents du changement sont avérées.

Dans le domaine de la participation à la vie politique, les femmes font face à plusieurs obstacles. Des obstacles structurels, venant d'institutions et de lois discriminatoires, continuent de limiter la possibilité pour les femmes de briguer les suffrages. Les lacunes en matière de capacités signifient que les femmes sont moins susceptibles que les hommes de disposer des qualifications, contacts et ressources nécessaires pour devenir des dirigeants efficaces.

Comme le souligne la résolution 2011 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la participation politique des femmes, « dans toutes les régions du monde, les femmes continuent d'être largement marginalisées de la sphère politique, souvent en raison de lois, de pratiques et d'attitudes discriminatoires, ainsi que de stéréotypes sur le genre, de faibles niveaux d'éducation, du manque d'accès aux soins de santé et de l'effet disproportionné de la pauvreté sur les femmes ».

Certaines femmes sont parvenues à surmonter ces obstacles non sans succès et, pour la plupart, au profit de la société en général. Cependant, pour les femmes dans leur ensemble, il est nécessaire d'établir des règles du jeu équitables et d'ouvrir les possibilités à tout le monde.

Nos solutions

Une série d'engagements internationaux envers la représentation des femmes guident les programmes d'ONU Femmes sur le leadership et la participation des femmes. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes confirme le droit des femmes à participer à la vie publique, alors que le Programme d'action de Beijing appelle à la suppression des obstacles à la participation sur un pied d'égalité. Les Objectifs du Millénaire pour le développement mesurent entre autres les progrès accomplis en matière d'égalité des sexes par la proportion de femmes qui occupent des sièges parlementaires.

À cette fin, nous dispensons une formation pour les femmes politiques candidates afin de les aider à renforcer leurs capacités, et offrons des campagnes d'éducation civique et de sensibilisation sur l'égalité des sexes. Nous appuyons les défenseurs de l'égalité des sexes en appelant les partis politiques, les gouvernements et autres à apporter leur contribution à l'autonomisation des femmes. D'autres initiatives encouragent les jeunes hommes et les jeunes femmes à participer aux activités de plaidoyer qui consistent à instaurer des mesures en faveur de l'égalité des sexes au cœur de l'élaboration des politiques publiques.

ONU Femmes défend les réformes constitutionnelles et législatives pour garantir un accès équitable des femmes aux sphères politiques, en tant qu'électrices, représentantes élues ou membres de la fonction publique. Nous collaborons avec les équipes de pays des Nations Unies et travaillons de concert avec la société civile sur des programmes de sorte que les élections confirment les droits des femmes, et notamment le droit de voter et de faire campagne sans faire l'objet de violences électorales.



Comment nous faisons la différence

Nos succès récents à travers le monde :

KENYA : Lors des élections en 2013, le nombre de législatrices a augmenté pour passer la barre des 20 pour cent, soit plus du double par rapport aux élections précédentes. ONU Femmes a contribué à ce résultat en dispensant une formation à presque 900 candidates dans l'ensemble des 47 comtés du pays et en organisant une campagne en faveur des femmes dans le leadership, pour encourager les électeurs à voter pour des femmes.

PAKISTAN : En 2012, ONU femmes a soutenu l'inscription des femmes sur les listes électorales. La Base de données nationale et l'autorité d'enregistrement ont enregistré plus de 40 millions de femmes, soit 86 pour cent de la population de femmes, une hausse par rapport au 44 pour cent quatre ans plus tôt. Pour la première fois, avec le soutien d'ONU Femmes et du PNUD, la Commission électorale dispose d'un système de collecte des données relatives à la participation électorale par sexe, qui contribuera à identifier les obstacles aux droits civiques des femmes.

TIMOR-LESTE : Après les élections de 2012, le Timor-Leste affichait la proportion de législatrices la plus forte d'Asie. Établie à 38 pour cent, celle-ci dépassait le quota d'un tiers que la loi exigeait. En partenariat avec le PNUD, ONU femmes a joué un rôle de premier plan dans le soutien d'un caucus parlementaire de femmes actives, de groupes de la société civile et de l'Unité nationale de genre pour promouvoir les candidates.

ZIMBABWE : Une nouvelle constitution rigoureuse pour ce qui est des droits des femmes est devenue loi au Zimbabwe, ce qui a permis aux femmes de remporter 35 pour cent des sièges au cours des élections de juillet 2013 contre 17 pour cent en 2008. Le Groupe des 20 se cache derrière cette percée ; il s'agit d'un groupe de pression en faveur de l'égalité des sexes qui se compose de militants, d'hommes politiques et d'universitaires soutenus par ONU Femmes.

SUIVEZ ONU FEMMES SUR :

www.onufemmes.org
www.facebook.com/onufemmes
www.twitter.com/onufemmes
www.youtube.com/unwomen
www.flickr.com/unwomen

LEADERSHIP ET PARTICIPATION EN FAITS ET CHIFFRES

Les femmes aux parlements :

- Au 1er juillet 2013, seuls 20,9 pour cent des parlementaires nationaux sont des femmes, une hausse lente par rapport aux 11,6 pour cent enregistrés en 1995.
- Au mois de juillet 2013, 8 femmes remplissent les fonctions de chef d'État et 13 celles de chef de gouvernement.
- Le Rwanda compte le nombre de femmes parlementaires le plus élevé au monde. À la chambre des députés, les femmes ont remporté 63,8 pour cent des sièges.
- À l'international, 37 États comptent moins de 10 pour cent de parlementaires qui sont des femmes dans les chambres uniques ou basses au mois de juillet 2013.

Autres domaines du gouvernement :

- En janvier 2012, seuls 17 pour cent des ministres de gouvernements étaient des femmes, la majorité d'entre elles occupant des postes de surveillance des secteurs sociaux tels que l'éducation nationale ou la santé.
- La représentation des femmes au sein des gouvernements locaux a fait la différence. Les recherches menées sur les panchayats (municipalités) en Inde ont révélé que le nombre de projets portant sur l'eau potable dans les zones relevant de municipalités à la tête desquelles se trouve une femme était 62 pour cent plus élevé que celui enregistré dans les municipalités menées par un homme.
- En Norvège, un lien direct de cause à effet a été révélé entre la présence des femmes au sein des municipalités et la couverture des services de garderie.

